

ACTION URGENTE

UNE DÉFENSEURE EN DANGER PENDANT LE CONFINEMENT POUR CAUSE DE COVID-19

Le 17 avril, vers 14 h 30, Jani Silva a entendu six coups de feu tirés à moins de 30 mètres de son domicile, à Puerto Asís, dans le département de Putumayo (sud-ouest de la Colombie). Le 22 avril, elle a de nouveau entendu trois coups de feu tirés à moins de 50 mètres de chez elle, ainsi que des bruits causés par les déplacements de personnes et d'une moto autour de sa maison. Ces deux incidents ont eu lieu après qu'une source confidentielle a informé, fin mars, la Commission interecclésiale pour la vérité et la paix (Comisión Intereclesial de Justicia y Paz) d'un projet en cours d'assassinat de Jani Silva. Nous demandons à la ministre de l'Intérieur de fournir à cette défenseure une protection appropriée.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Mrs. Alicia Arango Olmos

Ministre de l'Intérieur

Carrera 8 No.7-83

Bogotá D. C., Colombie

Téléphone : (57) 1 242 74 00

Courriel : servicioalciudadano@mininterior.gov.co

Madame la Ministre,

Je vous écris pour vous faire part de mes préoccupations au sujet de la sécurité de Jani Silva, défenseure des droits humains de l'Asociación de Desarrollo Integral Sostenible Perla Amazónica (ADISPA), qui œuvre pour la paix et la protection de l'environnement dans le département de Putumayo.

Jani Silva a signalé plusieurs faits inquiétants pour sa sécurité intervenus depuis le début du confinement lié au COVID-19. Les 17 et 22 avril, elle a entendu des coups de feu tirés près de son domicile, et des mouvements inhabituels de personnes et d'une moto. Le 26 mars, la Comisión Intereclesial de Justicia y Paz a reçu des informations avertissant que l'on cherchait à l'assassiner.

Nous vous demandons de procurer à Jani Silva un véhicule blindé pour ses déplacements ; de lui donner accès à un bateau protégé pour qu'elle puisse effectuer des allées et venues en toute sécurité jusqu'à la Zone de réserve paysanne de la Perla Amazónica (Zona de Reserva Campesina Perla Amazónica) ; et de veiller à ce qu'elle soit protégée par la police quand elle se trouve à son domicile.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Jani Silva est une défenseure de l'environnement, des droits humains et de la paix qui a œuvré en faveur de la mise en œuvre de l'Accord de paix sur ce territoire et encouragé des initiatives de reforestation ; elle a dénoncé les répercussions socio-économiques des activités pétrolières, notamment celles d'Amerisur. Amerisur est une entreprise d'exploitation des gisements d'hydrocarbures qui mène ses activités principalement dans les bassins du Putumayo. Cette entreprise a pour partenaires dans le cadre de ses activités : ONGC Videsh Ltd (Inde), Canacol Energy Ltd. (Canada), Pluspetrol (Pays-Bas), Pacific Exploration & Production (Frontera Energy, Canada), Vetra (Colombie) et Occidental Petroleum (États-Unis).

En raison de ses activités de défenseure de la paix, des groupes armés ont menacé de la tuer dans le but de faire taire l'une des plus importantes voix défendant des causes sociales dans le Putumayo. Jani Silva a également reçu des menaces parce qu'elle s'est opposée à une compagnie pétrolière dans cette région. Elle a reçu des menaces de mort : on lui a fait savoir qu'elle-même et ses proches seraient tués si elle continue de promouvoir des manifestations en faveur d'un environnement sain. L'on ignore l'identité des auteurs de ces menaces.

Jani Silva est la représentante juridique de l'Association pour le développement intégral et durable de la Perla Amazónica (Asociación para el Desarrollo Integral y Sostenible de la Perla Amazónica, ADISPA), qui a pour vocation de protéger les droits des communautés qui vivent dans la Zone de réserve Paysanne de la Perla Amazónica.

Le 26 mars, la Commission interecclésiale pour la vérité et la paix (Comisión Intereclesial de Justicia y Paz) a reçu des informations avertissant que l'on cherchait à l'assassiner lors de ses déplacements dans la Zone de réserve paysanne.

Depuis que le président Iván Duque a ordonné, le 24 mars, le confinement de la population, au moins 14 personnes défendant les droits humains et dirigeant-e-s associatifs ont été tués, et trois de ces personnes ont été assassinées alors qu'elles se trouvaient chez elles dans le cadre du confinement. Les faits qui se sont produits le 22 avril ont eu lieu pendant le confinement qui a été ordonné par le gouvernement colombien afin d'éviter la propagation du COVID-19, et qui débute à 18 heures et prend fin à 5 heures du matin à Puerto Asís.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : espagnol
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 10 juin 2020
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Jani Silva – elle

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : Aucun